Document généré le 25 avr. 2024 05:47

Bulletin d'histoire politique

L’élection du 7 avril et les partis politiques

Réjean Pelletier

Volume 23, numéro 1, automne 2014

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1026510ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1026510ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Pelletier, R. (2014). L’élection du 7 avril et les partis politiques. *Bulletin d'histoire politique*, *23*(1), 194–201. https://doi.org/10.7202/1026510ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

Ce document est protégé par la loi sur le droit d’auteur. L’utilisation des services d’Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d’utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l’Université de Montréal, l’Université Laval et l’Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Idées

Analyse des élections du 7 avril 2014

L'élection du 7 avril et les partis politiques

Réjean Pelletier
Département de science politique
Université Laval

Bien que les partis politiques soient toujours au cœur de la vie démocratique, ils sont beaucoup critiqués au Québec, comme c'est aussi le cas dans d'autres démocraties. L'érosion de la confiance des citoyens dans leurs dirigeants et dans les institutions politiques se vérifie au Québec comme ailleurs. Nous avons déjà montré que la confiance envers les partis au Québec se situe au niveau le plus faible par comparaison à d'autres institutions politiques telles que l'Assemblée nationale, le gouvernement provincial ou la fonction publique[1].

De par sa nature même, un parti politique traduit à la fois la division, les conflits qui traversent la société, mais il vise en même temps à mobiliser le plus large électorat possible et à unifier la population autour de son projet. Alors que la population semble valoriser l'unité plutôt que le conflit, un mythique intérêt général plutôt que la défense d'intérêts particuliers, les partis sont toujours tiraillés entre ces deux pôles antithétiques.

Devant des citoyens mieux informés, plus vigilants et plus critiques, les partis ont de la difficulté à proposer des projets mobilisateurs, d'autant plus que les citoyens souhaitent davantage une politique d'actions concrètes, de solutions à des problèmes qui les touchent directement. Une souveraineté lointaine et un avenir incertain ne peuvent avoir d'effet mobilisateur, à moins que l'opposant à la souveraineté ne brandisse la

menace d'un référendum sur ce sujet. La peur que cette menace engendre peut avoir un effet mobilisateur, comme ce fut le cas à la dernière élection au Québec. Tel est le cas également d'une charte des valeurs qui a pu diviser la population, surtout dans la grande région de Montréal. Un parti qui s'oppose à tout référendum sur la souveraineté, qui veut conserver des relations harmonieuses avec les autorités fédérales sans trop chercher à affirmer des positions québécoises fortes, qui veut une charte minimale de la laïcité, bref qui ne veut pas susciter de conflits, mais qui entend régler des problèmes concrets comme en santé et qui mise sur l'économie a alors toutes les chances de rallier une bonne partie de l'électorat. Ce qui a favorisé le Parti libéral du Québec (PLQ) à la dernière élection.

Le PLQ : bien en selle et renouvelé ?

Avec 41,5 % des suffrages et 400 000 voix de plus qu'à l'élection de 2012, passant ainsi de 50 à 70 députés, le Parti libéral du Québec est dans une position confortable pour les quatre prochaines années. Après avoir mené une campagne électorale rondement et sans véritables anicroches, en dépit d'accusations sur son intégrité qui ne semblent pas l'avoir véritablement touché, ni soulevé beaucoup d'inquiétudes parmi ses partisans, le chef du parti, Philippe Couillard, est maintenant à la tête du gouvernement pour les quatre prochaines années. Mais s'agit-il d'un parti vraiment renouvelé ?

Lorsqu'on analyse la plateforme électorale et les engagements du parti, on constate que le recyclage d'anciennes politiques va de pair avec de nouveaux engagements. Ainsi, en économie, le parti s'engage à relancer le Plan Nord et à rétablir les crédits du plan des infrastructures, recyclage de politiques du gouvernement Charest, mais il entend également développer une stratégie maritime, engagement nouveau qui semble inspiré en partie du Projet Saint-Laurent de la Coalition avenir Québec (CAQ).

La santé constitue toujours un enjeu important au cours d'une campagne électorale. Le Parti libéral – comme c'est le cas pour les trois autres partis – entend favoriser l'accès à un médecin de famille. Ce sont plutôt les modalités d'accès qui peuvent varier, le PLQ mettant l'accent sur la création de 50 super-cliniques et sur la formation de 2000 super-infirmières sur un horizon de dix ans, alors que le Québec compte environ 150 super-infirmières actuellement et qu'il peut en former de 50 à 60 par année. C'est donc un pari difficile à tenir, à moins de revoir ces objectifs à la baisse.

C'est plutôt dans sa vision de l'État québécois et des finances publiques que le parti veut se démarquer en se rapprochant en partie de la vision de la CAQ à ce sujet. Il est vrai que le Parti libéral a tenté, à différentes époques, de mettre en place une « réingénierie » de l'État, une révision

des programmes, un partenariat public-privé de façon à diminuer la taille de l'État et à laisser plus de place au secteur privé. La révision des programmes promise par les libéraux se fixe un objectif ambitieux de 1,3 milliard de dollars en compression sur deux ans, en plus de compressions dans la « bureaucratie » dans deux ministères bien ciblés, la Santé et l'Éducation, avec des cibles de 500 fonctionnaires dans chaque cas, afin d'offrir ainsi plus de services aux patients et aux élèves.

Il faudra voir si, dès la présente année budgétaire, cette révision des programmes et ces compressions dans les ministères seront mises en marche et que le parti pourra ainsi atteindre son objectif d'un accroissement des dépenses de 4 % en santé, alors qu'il était plutôt de 6 % au cours des dernières années, et d'une augmentation de 3,5 % en éducation. Il est probable qu'on fera plutôt état de la situation lamentable des finances publiques – refrain bien connu au lendemain d'une élection conduisant à un changement de parti au pouvoir – pour revoir ou reporter en partie ces objectifs à plus tard, d'autant plus que le premier ministre Couillard a déjà parlé d'austérité pour les années à venir.

Finalement, au chapitre du recyclage, on peut ajouter que le chef du parti n'est pas intéressé à rouvrir le dossier constitutionnel par crainte d'un échec et qu'il reviendra, pour se justifier, à la formule éculée du « fruit qui n'est pas mûr », utilisée abondamment par son prédécesseur. Par contre, il s'engage à défendre les intérêts du Québec devant les autorités fédérales, ce qui est le minimum requis de tous les gouvernements québécois.

Bref, on peut conclure que des engagements nouveaux côtoient le recyclage d'anciennes politiques – ce qui témoigne d'un renouvellement partiel – et que des objectifs « ambitieux » sont imposés aux finances publiques, ce qui fut également le cas sous le gouvernement de Jean Charest, mais sans succès.

En ce qui a trait au personnel politique, le renouvellement n'est pas aussi profond que ce que laisserait entendre la direction du parti. Lorsqu'un parti revient au pouvoir après un séjour dans l'opposition, c'est habituellement l'occasion d'apporter d'importants changements à son personnel politique. Six députés sur dix élus en 2014 sont d'anciens parlementaires libéraux, dont pas moins de 17 anciens ministres qui ont été réélus. Le renouvellement tient surtout à quelques têtes d'affiche en provenance du milieu économique ou de l'éducation, sans oublier l'ancien candidat caquiste, Gaétan Barrette. Ces têtes d'affiche ont toutes été nommées au conseil des ministres où se retrouvent également 12 anciens ministres sous le gouvernement Charest sur les 22 ministres en titre ou sur 26 ministres en ajoutant les quatre ministres délégués qui sont tous de nouvelles recrues. Certains ministres semblent donc avoir passé le test de l'intégrité en dépit de révélations à la commission Charbonneau.

C'est dans le financement du parti que le renouvellement sera sans aucun doute le plus profond pour le PLQ. Comme nous l'avons déjà montré, à partir de 2002, les contributions versées au PLQ ont monté en flèche, étant deux fois plus importantes que celles versées au PQ[2]. La commission Charbonneau nous a révélé jusqu'à maintenant que, si le stratagème des prête-noms utilisé par des entrepreneurs et des firmes de génie-conseil a pu favoriser le PQ et l'ADQ, c'est avant tout le Parti libéral qui en a été, et de loin, le plus grand bénéficiaire. Mais cette situation a changé depuis l'adoption de la *Loi anti-prête-noms en matière de contributions électorales* en décembre 2010 et l'adoption en décembre 2012 d'une loi réduisant à 100 dollars la contribution d'un électeur. Il faudra donc compter sur le financement public, qui est d'ailleurs accru, pour compenser la forte diminution du financement privé, espérant ainsi – mais ce n'est certainement pas assuré – éloigner les entrepreneurs et les firmes de génie-conseil des décideurs politiques.

Mais, au total, le parti peut compter sur un électorat fidèle qui lui assure, dès le départ, la victoire dans 27 ou 28 circonscriptions, soit un peu moins de 25 % de l'ensemble des circonscriptions. Aucun autre parti sur la scène québécoise ne bénéficie autant d'un tel appui indéfectible auquel contribue fortement l'importante communauté anglophone et allophone.

La CAQ : sauver les meubles

On peut dire, contrairement à ce qui a été avancé au cours de la campagne électorale, que la Coalition Avenir Québec (CAQ) a bénéficié indirectement de la polarisation entre les fédéralistes et les souverainistes.

Certes, dans un premier temps, elle a fait les frais de cette polarisation puisque les sondages lui accordaient autour de 15 % d'appuis seulement, ce qui lui assurait six ou sept députés dans les châteaux forts traditionnels de l'ADQ. Mais l'assurance d'un gouvernement libéral majoritaire, couplée à une bonne prestation du chef de la CAQ lors du second débat des chefs, prestation amplifiée par les faiseurs d'images, est venue modifier le paysage politique. Les appuis à la CAQ ont alors commencé à augmenter régulièrement, si bien que lors du sondage ultime de l'élection, le parti a reçu l'appui de 23 % de l'électorat, ce qui est inférieur tout de même aux 27 % des voix obtenues en 2012 et lui donne 100 000 voix de moins qu'à l'élection précédente. Par contre, elle passe de 19 à 22 sièges à l'Assemblée nationale, croissance qui s'explique avant tout par de faibles majorités décrochées dans quelques circonscriptions détenues par des députés péquistes, comme dans Borduas ou Chambly. Au total, pour un parti qui risquait de disparaître avec la polarisation entre fédéralistes et souverainistes, la CAQ a profité *in extremis* de l'assurance d'une victoire libérale, ce

qui a permis à certains fédéralistes ainsi qu'à certains nationalistes déçus par la campagne du Parti québécois de revenir au bercail caquiste.

Pour le moment, la CAQ est encore loin des 30,8 % des voix recueillies par l'ADQ en 2007, ce qui lui avait alors permis de former l'opposition officielle. Elle pourrait être appelée à jouer de nouveau ce rôle si la défaite du PQ conduisait à une implosion du parti sans une relève indépendantiste importante, transformant ainsi la polarisation entre fédéralistes et souverainistes en un axe secondaire d'affrontements politiques.

La CAQ semble donc assurée d'occuper une place à la droite du Parti libéral sur l'échiquier politique québécois. Certes, son électorat apparaît plus volatil que celui des autres partis, mais certaines de ses positions programmatiques rejoignent de plus en plus un électorat sensible à la précarité des finances publiques, à la taille jugée trop importante de l'État et à sa bureaucratie, à des impôts et des taxes estimés trop lourds, mais à des services qu'il faut malgré tout maintenir et même améliorer. Baisse d'impôts et de taxes et maintien des services : comment résoudre la quadrature du cercle ? Jusqu'à maintenant, la CAQ n'a pas apporté une réponse claire et satisfaisante à cette question.

Le PQ : à la croisée des chemins

Le Parti québécois a subi une défaite historique le 7 avril en recueillant 25,4 % des suffrages et 220 000 voix de moins qu'en 2012. Ce recul était déjà amorcé à l'élection précédente puisque, après neuf ans de gouvernement Charest attaqué sur ses politiques et sur son intégrité et faisant face à une large mobilisation étudiante, le PQ n'avait obtenu le pouvoir qu'à l'arraché en formant un gouvernement minoritaire. Depuis l'élection de 2003, le PQ n'a jamais retrouvé ses appuis d'antan. Quatre élections plus tard, il se retrouve à la croisée des chemins et forcé de se questionner sérieusement sur ses orientations fondamentales.

Certes, le PQ a mené une campagne électorale qui sentait parfois l'improvisation, en étant plus souvent sur la défensive qu'à l'offensive avec des thèmes porteurs et un message clairement articulé. Dès le départ, sa campagne a dérapé avec la menace d'un référendum brandie par les partis d'opposition et les réponses plus ou moins claires de la chef du parti sur cette question. De toute évidence, la direction du parti n'avait pas vu venir cette menace qui faisait suite à l'arrivée de Pierre Karl Péladeau dans l'arène électorale. Surtout, la campagne électorale a montré que la seule menace d'un référendum sur la souveraineté a rallié les troupes fédéralistes autour du Parti libéral, sans provoquer en retour le ralliement des souverainistes autour du Parti québécois.

Que faire lorsque près des deux tiers des Québécois ne veulent pas d'un référendum (CROP, 18 mars 2014), préalable à une éventuelle indé-

pendance assortie ou non d'une association économique ? La première partie de la campagne électorale a été marquée, comme on vient de le souligner, par l'utilisation de la crainte d'un référendum par le Parti libéral et par la CAQ, ce qui a provoqué une forte polarisation entre fédéralistes et souverainistes au détriment de ces derniers. Si les appuis à la souveraineté se maintiennent habituellement autour de 40 % (ils sont moins élevés depuis la dernière élection), cela signifie qu'une majorité de Québécois y sont toujours opposés. Perdre un troisième référendum signifierait pour le PQ une profonde remise en question qui pourrait conduire à sa disparition comme parti souverainiste.

Mais si les Québécois ne veulent pas d'un autre référendum, le même problème que celui d'en perdre un se pose alors au Parti québécois. Si le PQ promet de ne pas tenir un référendum sur la souveraineté au cours d'un prochain mandat, il risque de perdre l'appui d'un grand nombre de souverainistes qui vont alors se réfugier dans l'abstention ou auprès de Québec solidaire, sans nécessairement recevoir des appuis supplémentaires chez les fédéralistes. S'il promet d'en tenir un au cours d'un prochain mandat, il provoque une polarisation entre souverainistes et fédéralistes à son désavantage puisque ces derniers sont encore majoritaires et, qui plus est, qu'il n'est même pas assuré d'obtenir un appui indéfectible des partisans de Québec solidaire au cours d'une campagne référendaire. Et, surtout, il n'est pas certain que le PQ pourra faire des gains substantiels auprès des tranches d'âge plus jeunes, ce qui est essentiel s'il veut obtenir une majorité. Tel est le dilemme auquel est confronté le Parti québécois puisque ni l'une ni l'autre de ces deux options ne peuvent l'avantager, d'autant plus qu'un autre parti, Québec solidaire, gruge peu à peu ses appuis souverainistes. Pourrait-il se contenter uniquement de défendre et de propager l'idée de la souveraineté du Québec, sans s'engager sur les modalités d'accès à la souveraineté ? Ceci n'empêcherait certainement pas les partis fédéralistes de brandir la « menace » d'un référendum, et ce, d'autant plus fortement que le PQ ne voudrait pas en parler.

On a aussi beaucoup reproché au Parti québécois de s'éloigner de ses valeurs sociales-démocrates, l'arrivée de Pierre Karl Péladeau en étant la manifestation la plus évidente au cours de la campagne électorale. Il importe de rappeler que le PQ est né de la fusion du Mouvement souveraineté-association et du Ralliement national, parti indépendantiste de droite. Mais les orientations sociales-démocrates étaient nettement prédominantes à l'époque et ont continué de l'être par la suite en dépit de certaines positions moins à gauche à différents moments. On a surtout reproché au PQ, au cours de son récent mandat minoritaire, de s'engager dans l'exploration du pétrole sur l'île d'Anticosti et de ne pas défendre suffisamment des positions environnementalistes, sans oublier des coupures dans l'aide sociale. Pour certains, au sein de Québec solidaire, c'était là la

preuve que le PQ avait renié ses engagements sociaux-démocrates. Toutefois, la lecture de son programme et de sa plateforme électorale nous enseigne que le parti peut encore être classé au centre gauche, en dépit de certaines positions plus ambiguës.

Au total, si le parti est à la croisée des chemins, ce sont ses positions souverainistes plus que ses positions sociales-démocrates qui soulèvent le plus de questions pour l'avenir, surtout que l'identité québécoise, fondement de l'option souverainiste, est de plus en plus concurrencée par l'identité canadienne, en particulier avec la croissance de la population allophone[3]. Est-ce à dire qu'il faudra désormais se redéfinir comme Canadien français puisqu'il ne faut plus attendre une « prochaine fois » et qu'il faut quitter le pays rêvé pour revenir au pays réel, comme certains le suggèrent à la suite de la défaite du PQ[4] ? Pour ma part, « avancer en arrière » ne m'apparaît pas une solution.

QS : une lente progression

Les partisans de Québec solidaire (QS) ont salué l'arrivée d'une troisième députée de ce parti à l'Assemblée nationale, tout en espérant que la progression soit plus rapide au cours des prochaines élections.

En effet, de l'élection de 2007 à celle de 2008, si le parti passe de 3,6 % à 3,8 % des suffrages, il perd tout de même des appuis. C'est en 2012 que la progression est la plus forte puisqu'il gagne 140 000 voix et atteint 6,0 % des suffrages. En 2014, il obtient 60 000 voix de plus et 7,6 % des suffrages, sans réussir à rallier un grand nombre d'électeurs déçus du Parti québécois. Malgré tout, QS a pu nuire à l'élection de députés péquistes dans une dizaine de circonscriptions, ce qui n'assurait tout de même pas le retour au pouvoir du PQ.

Même si la progression de QS est loin de se comparer à celle du PQ dans les années 1970, c'est un parti qui va demeurer sur l'échiquier politique et continuer de défendre des valeurs de gauche en plus de son option souverainiste dont la co-porte-parole du parti a beaucoup plus parlé au cours de la campagne électorale qu'au cours des 18 mois précédents. Mais, à moins d'un changement profond et soudain au sein de l'électorat québécois – ce qui fut le cas au cours de la dernière élection fédérale – ou à moins d'une implosion du Parti québécois, Québec solidaire continuera sa lente progression. Serait-il prêt à s'unir au PQ et à Option nationale pour former un seul grand parti indépendantiste et social-démocrate ? Pour le moment, aucun de ces trois partis ne parle sérieusement de fusion, ni même de coopération entre eux, si ce n'est de la minuscule Option nationale qui l'a évoquée à l'occasion.

Au total, il est clair que le Parti libéral a profité largement des ratés de la campagne du PQ et, surtout, de la menace référendaire pour rallier une

bonne partie de l'électorat qui a oublié rapidement les années du gouvernement Charest. Quant au Parti québécois, il a subi une défaite historique dont il se relèvera difficilement, d'autant plus que le déclin, en dépit de quelques soubresauts, est amorcé depuis 2003 : il lui faudra amorcer un virage majeur pour redevenir un parti important. Pour les deux autres partis, le nombre de députés élus vient combler tous leurs espoirs, bien que, dans le cas de la CAQ, elle perde des appuis et que, dans le cas de Québec solidaire, la progression soit très lente.

Notes et références

1. Réjean Pelletier et Jérôme Couture, « La confiance dans les partis politiques au Canada et au Québec : un Québec distinct ? », dans Réjean Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente*, Québec, Les Presses de l'université Laval, 2012, coll. « Prisme », p. 225-246.
2. Réjean Pelletier et Éric Montigny, « Le financement des partis : quand l'argent est le nerf de la guerre », dans Réjean Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, coll. « Prisme », p. 41-67.
3. Réjean Pelletier et Jérôme Couture, « Identité et confiance politique dans les démocraties plurinationales : les cas du Québec et de la Catalogne », dans Dimitrios Karmis et François Rocher (dir.), *La dynamique confiance/méfiance dans les démocraties multinationales*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, coll. « Prisme », p. 291-320.
4. Daniel Jacques, « Rompre avec le "À la prochaine fois !" », *Le Devoir*, 18 avril 2014, p. A9.